



**PRÉFET
DE LA SEINE-
SAINT-DENIS**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale et
interdépartementale de
l'environnement, De l'aménagement
et des transports d'Île-de-France**

Unité départementale de Seine-Saint-Denis
7 esplanade Jean Moulin
BP189
93003 BOBIGNY

BOBIGNY, le 24/04/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 24/03/2023

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SAS MAILLON

30 BIS RUE DU VIEIL ABREUVOIR
78100 Saint-Germain-en-Laye

Références : [référence à compléter](#)
Code AIOT : 0007407965

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/03/2023 dans l'établissement SAS MAILLON implanté 21 RUE DE L'INDUSTRIE 93000 Bobigny. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite a eu lieu dans le cadre d'une action coup de poing régionale relative au risque incendie dans les installations de tri/transit de déchets.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SAS MAILLON
- 21 RUE DE L'INDUSTRIE 93000 Bobigny
- Code AIOT : 0007407965
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société MAILLON, qui exerce sous le code NAF 3811Z « collecte de déchets non dangereux », exploite une activité de récupération, stockage et recyclage de métaux au 21-25, rue de l'Industrie, à Bobigny, depuis le 19/03/18.

Le site se trouve dans la zone industrielle « Les Vignes », dans une rue en impasse le long d'une ligne de chemin de fer. Il occupe les parcelles cadastrales Q96 et Q50 sur une surface de 5 465 m² (5 145 m² + 320 m²).

Il est constitué d'une voie centrale d'environ 15 m de large sur 100 m de long, longée d'un côté par les locaux administratifs, des casiers de tri, une aire de stockage pour les métaux broyés et, de l'autre côté, par deux bâtiments couverts, des aires de stockages en bennes et des aires de stockage en vrac ; une presse cisaille est installée au fond du site.

Le site est situé dans une zone industrielle, le long d'une voie de chemin de fer. Les enjeux sont principalement d'ordre environnemental.

L'exploitation du site a été réglementée par arrêté préfectoral du 20/03/89 délivré à la société SDM SAS à laquelle lui ont succédé la société SDM en 2001, devenue société GALLOO en 2014 (déclaration du 17/03/14), et la Société EUROPE FER METAUX, dite EFM, en 2015 (récépissé du 06/07/15). L'arrêté préfectoral du 05/09/12 acte l'antériorité des installations exploitées sous les rubriques 2713-1 (A), 2791-2 (DC) et 2718 (A).

La société MAILLON a demandé la succession de l'autorisation d'exploiter par courrier du 23/04/18, reçu en préfecture le 25/04/18.

Les arrêtés préfectoraux du 20/03/89 (annulant les conditions de l'arrêté préfectoral du 08/11/74) et du 27/02/19 (pour la rubrique 2718) réglementent les installations.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
3	Moyens de lutte contre l'incendie - alerte des services de secours	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 9	/	Lettre de suite préfectorale	2 mois
6	Moyens de lutte contre l'incendie - vérifications périodiques	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 9	/	Lettre de suite préfectorale	2 mois
7	Installations électriques	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article Article 10	/	Lettre de suite préfectorale	2 mois
8	Confinement des eaux d'extinction	Arrêté Préfectoral du 20/03/1989, article Condition 9	/	Lettre de suite préfectorale	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Moyens de lutte contre l'incendie - extincteurs	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 9	/	Sans objet
5	Moyens de lutte contre l'incendie - réserves de sable	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 9	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
9	Piles au lithium usagées	Autre du 01/09/2018, article Flash Aria du BARPI de septembre 2018	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Malgré un important incendie qui s'est déclaré le 26 juin 2019 sur le site nécessitant la mobilisation d'une centaine de pompiers et d'une trentaine d'engins et l'arrêt du trafic du RER E pendant 2 heures à cause des fumées, l'exploitant n'a pas fait le nécessaire pour respecter certaines prescriptions relatives à la lutte contre l'incendie. Par ailleurs, les conditions d'accueil et l'absence de responsable sur le site n'ont pas permis de réaliser une visite des installations dans de bonnes conditions. De ce fait, une nouvelle inspection a été programmée avec l'exploitant le 28 avril 2023.

2-4) Fiches de constats

N° 2 : Moyens de lutte contre l'incendie - extincteurs

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 9
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment d'extincteurs répartis à l'intérieur des bâtiments et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits ou déchets gérés dans l'installation.
Constats : La visite du site n'ayant pas pu se faire dans de bonnes conditions, le nombre de dispositifs de lutte contre l'incendie disponibles sur le site n'a pas pu être vérifié.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Moyens de lutte contre l'incendie - alerte des services de secours

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 9
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment : - d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ; - de plans des bâtiments et aires de gestion des produits ou déchets facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque bâtiment et aire.
Constats : Les consignes à respecter en cas d'incendie sont affichées à l'entrée du site et le site dispose des moyens pour appeler les secours (téléphones fixes + portables). Le site dispose d'un plan des réseaux d'eaux et d'un plan du site précisant les matériaux présents dans les différentes zones de transit et de tri. Une mise à jour de ce dernier avec une signalisation plus claire des zones de danger, des moyens de secours, du dispositif de coupure général de l'électricité, de la localisation et de tout autre information utile pour les moyens de secours doit être effectuée. L'affichage de ce plan à l'entrée du site dans un format adapté et lisible pour les moyens de secours doit également être installée.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 2 mois

N° 5 : Moyens de lutte contre l'incendie - réserves de sable

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 9
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment d'une réserve de sable meuble et sec ou matériaux assimilés présentant les mêmes caractéristiques de lutte contre le feu comme la terre en quantité adaptée au risque, ainsi que des pelles.
Constats : La visite du site n'ayant pas pu se faire dans de bonnes conditions et bien que la personne rencontrée ait indiqué que le site disposait de bacs à sable, le nombre de réserves de sable disponibles sur le site n'a pas pu être vérifié.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Moyens de lutte contre l'incendie - vérifications périodiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 9
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les moyens de lutte contre l'incendie sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an. Ces vérifications font l'objet d'un rapport annuel de contrôle.
Constats : Le dernier contrôle périodique des extincteurs présenté à l'inspection date du 08/06/2020 par la société BPI. Le contrôle annuel n'est donc pas respecté.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 2 mois

N° 7 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article Article 10
Thème(s) : Risques accidentels, contrôle périodique installations électriques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et vérifiées. Les équipements métalliques sont mis à la terre conformément aux règles en vigueur.
Constats : L'exploitant n'a pas fait vérifier son installation électrique.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 2 mois

N° 8 : Confinement des eaux d'extinction

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/03/1989, article Condition 9
Thème(s) : Risques accidentels, Confinement des eaux d'extinction
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Toutes dispositions seront prises pour qu'il ne puisse y avoir, en cas d'accident tel que rupture de récipient, déversement direct des matières dangereuses ou insalubres vers les égouts ou les milieux naturels (rivières, lacs, etc.). Leur évacuation éventuelle après accident devra être conforme aux prescriptions de l'instruction du ministre du commerce en date du 6 juin 1953 (J.O. du 20 juin 1953) relative à l'évacuation des eaux résiduelles des installations classées.
Constats : Le site dispose d'une cuve de rétention enterrée des eaux pluviales de 80 m3 et d'une vanne d'isolement du réseau à l'entrée du site. Cette dernière est bien signalisée avec les consignes d'actionnement mais elle était inaccessible du fait du stationnement d'un véhicule sur la trappe d'accès au sol de la vanne. Il est donc nécessaire de mettre en place un dispositif permettant un accès permanent à la vanne.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 2 mois

N° 9 : Piles au lithium usagées

Référence réglementaire : Autre du 01/09/2018, article Flash Aria du BARPI de septembre 2018
Thème(s) : Risques accidentels, Piles au lithium usagées
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le flash Aria du BARPI de septembre 2018 montre que de nombreux accidents dans les installations de tri-transit de déchets sont liés aux piles et accumulateurs au lithium en fin de vie. Le lithium réagit fortement avec l'eau et avec l'air et est dangereux pour l'environnement. Ces potentiels de danger s'expriment lorsqu'il y a perte de confinement de l'enveloppe des P&A, et potentiellement fuite d'électrolyte (lithium ionisé), ou lorsque ceux-ci sont pris dans un incendie : - Hydrolyse en présence d'eau ou d'air humide pour former de l'hydrogène gazeux avec risque d'explosion en espace restreint ou confiné (ARIA 18298, 15532) ; - Inflammation au contact de l'oxygène et risque d'incendie, l'électrolyte étant assimilable à un liquide inflammable (ARIA 18298, 20539, 32208) ; - Toxicité pour les organismes aquatiques en cas de rejet (ARIA 38858) ; - Toxicité/corrosivité des fumées d'incendie contenant des hydroxydes de lithium, des composés métalliques (oxyde de Mg...) pouvant entraîner une pollution environnementale (ARIA 46675, 38858, 20539, 18298) ; - Projections et effets « missiles » (ARIA 38858, 43090, 43482, 44320, 46675).
Constats : L'exploitant est sensibilisé aux dangers des piles lithiums et celles-ci sont indiquées dans la liste des déchets non autorisés sur le site. Toutefois, en cas de découverte lors du tri, un bac dédié pour les recevoir est disposé à l'abri au sein de la halle couverte avant envoi dans les filières dédiées. L'inspection n'a pas permis de vérifier de visu ce dispositif ni de faire le point sur les éventuels incidents survenus.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet